

SENAT DE BELGIQUE**SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992**

16 JUILLET 1992

Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques

(Déposée par M. Erdman et consorts)

DEVELOPPEMENTS

L'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques porte que « le Roi autorise l'accès au Registre national aux autorités publiques, aux organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, aux notaires et huissiers de justice, pour les informations qu'ils sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret.

Le Roi, après avis de la Commission visée à l'article 12, peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre l'accès à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général. Le Roi désigne nominativement ces organismes. »

La présente proposition tend à étendre aux avocats l'accès au Registre national : les avocats accomplissent en effet une mission d'intérêt général.

En 1947 déjà, E. Reumont soulignait qu'« il faut extirper de l'esprit du peuple cette image absurde du plaideur principalement attaché au triomphe d'un intérêt privé, prêt à tout pour y parvenir, et ne pas craindre d'affirmer que, si elle n'est point ennoblie par le souci du bien général, la fonction de l'avocat s'évanouit pour faire place à une assistance

BELGISCHE SENAAAT**BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992**

16 JULI 1992

Voorstel van wet tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen

(Ingediend door de heer Erdman c.s.)

TOELICHTING

Artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen stelt dat « de Koning toegang verleent tot het Rijksregister aan de openbare overheden, de instellingen van openbaar nut, bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en aan de notarissen en gerechtsdeurwaarders voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet gerechtigd zijn te kennen.

De Koning, na advies van de Commissie bedoeld bij artikel 12, kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de toegang uitbreiden tot instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen. De Koning wijst deze instellingen nominatief aan. »

Dit wetsvoorstel strekt ertoe de toegang tot het Rijksregister uit te breiden tot de advocaten : de advocaten vervullen immers een taak van algemeen belang.

Reeds in 1947 onderstreepte E. Reumont dat « *il faut extirper de l'esprit du peuple cette image absurde du plaideur principalement attaché au triomphe, d'un intérêt privé, prêt à tout pour y parvenir, et ne pas craindre d'affirmer que, si elle n'est point ennoblie par le souci du bien général, la fonction de l'avocat s'évanouit pour faire place à une assistance*

sans grandeur qui, même honnête et dévouée, n'a plus rien de commun avec une profession qui, bien comprise, partage le prestige de la justice elle-même.

C'est donc à tort que l'on a prétendu que l'avocat était un auxiliaire de justice (...). Un auxiliaire est utile, mais non indispensable. L'avocat est un organe de justice, comme le juge lui-même. S'il disparaît, l'application du droit sera frappée d'une infirmité, moins sensible dans certains cas, grave souvent. » (*Permanence et devoirs de la profession d'avocat*, Bruxelles, Bruylant, 1947, p. 42 et suivantes).

Dans son arrêt du 15 juin 1956 (J.T. 1956, p. 439), le Conseil d'Etat (Sect. Adm. III^e chambre) confirmait ces propos : « Considérant que les avocats bénéficient de divers monopoles de droit pour la défense et la représentation des parties devant des juridictions, tant de l'ordre judiciaire que de l'ordre administratif; que cette mission, qui est d'intérêt public, si elle est susceptible d'entraîner pour eux une sujétion disciplinaire, exige en même temps des garanties d'indépendance à l'égard des juridictions auprès desquelles elle s'exerce et, en général, à l'égard des pouvoirs de l'Etat. »

En mentionnant au livre III de sa deuxième partie, qui traite de l'organisation judiciaire, les règles relatives au barreau avant même d'aborder celles relatives aux auxiliaires de justice, le Code judiciaire consacre le rôle d'organe de justice reconnu à l'avocat. Les commentateurs s'accordent sur ce point. (Cyr Cambier, *Le Code Van Reepinghen et le barreau*, J.T., 1968, p. 721 et suivantes; Cyr Cambier, *Droit judiciaire civil*, T.I., p. 686 et suivantes, et plus particulièrement pp. 691 et 692, R.P.D.B. - v^o Avocat, n^o 2; P. Lambert, *Règles et usages de la profession d'avocat du barreau de Bruxelles*, 1980, p. 199 et suivantes).

Afin de collaborer utilement à l'administration de la justice et d'accomplir ainsi correctement et promptement la mission d'intérêt général qui leur est confiée, les avocats doivent pouvoir accéder aux informations du Registre national des personnes physiques.

Nombre de procédures s'en trouveront accélérées.

Ainsi peut-on citer à titre d'exemples :

— *La procédure sommaire d'injonction de payer* (articles 1338 à 1344 du Code judiciaire) :

Souvent les avocats sont contraints d'adresser un ou plusieurs envois recommandés afin de trouver le véritable domicile du débiteur et de lever un ou plusieurs certificats de domicile avant d'arriver à celui qui est exact. La multiplication des démarches en-

sans grandeur qui, même honnête et dévouée, n'a plus rien de commun avec une profession qui, bien comprise, partage le prestige de la justice elle-même.

C'est donc à tort que l'on a prétendu que l'avocat était un auxiliaire de justice (...). Un auxiliaire est utile, mais non indispensable. L'avocat est un organe de justice, comme le juge lui-même. S'il disparaît, l'application du droit sera frappée d'une infirmité, moins sensible dans certains cas, grave souvent. » (*Permanence et devoirs de la profession d'avocat*, Bruxelles, Bruylant, 1947, p. 42 e.v.).

De Raad van State (Afd. Adm., III^{de} kamer) bevestigde in zijn arrest van 15 juni 1956 (Arr. Raad van State 1956, p. 503) deze zienswijze : « Overwegende dat de advocaten genieten van verscheidene wettelijke monopolies voor de verdediging en de vertegenwoordiging der partijen vóór rechtscolleges, zowel van rechterlijke als van de administratieve orde; dat deze opdracht, welke van openbaar belang is, hoewel zij voor hen een onderwerping van disciplinaire aard kan medebrengen, tevens waarborgen vereist van onafhankelijkheid t.o.v. de rechtscolleges bij dewelke zij wordt uitgeoefend en, in het algemeen, t.o.v. de staatsmachten. »

Als we in het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek, dat handelt over de gerechtelijke organisatie, boek III ter hand nemen dat de regels betreffende de balie omvat die zelfs worden behandeld vóór de helpers van het gerecht, moeten we vaststellen dat ook het Gerechtelijk Wetboek de advocaat de rol toewijst van een orgaan van het gerecht. De rechtsgeleerden zijn het hierover eens. (Cyr Cambier, *Le Code Van Reepinghen et le barreau*, J.T., 1968, p. 721 e.v.; Cyr Cambier, *Droit judiciaire civil*, T.I., p. 686 e.v., inzonderheid p. 691 en 692, R.P.D.B. - v^o Avocat, nr. 2; P. Lambert, *Règles et usages de la profession d'avocat du barreau de Bruxelles*, 1980, p. 199 e.v.).

Teneinde op een nuttige wijze te kunnen samenwerken met de administratie van het gerecht en zodoende nauwkeurig en snel de taak van het algemeen belang te kunnen vervullen die hun werd toevertrouwd, dienen de advocaten toegang te krijgen tot de inlichtingen van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Een groot aantal procedures zouden hierdoor sneller verlopen.

Als voorbeeld kunnen worden opgesomd :

— *De summiere rechtspleging om betaling te bevelen* (artikelen 1338 tot 1344 Gerechtelijk Wetboek) :

Dikwijls zijn de advocaten genoodzaakt één of meer aangetekende brieven te verzenden teneinde de werkelijke woonplaats van de schuldenaar te vinden en één of meerdere bewijzen van woonplaats te lichten alvorens het juiste te hebben gevonden. Het ver-

traîne des frais d'autant plus inutiles qu'au terme de la procédure, pour signification de l'ordonnance intervenue, l'huissier instrumentant s'adressera au Registre national. Toute une procédure peut ainsi perdre l'attrait de son efficacité.

— *La procédure en matière de louage de choses :*

La procédure est introduite par requête qui, à peine de nullité, doit contenir l'indication du domicile ou de la résidence avec certificat à l'appui qui ne soit pas antérieur de plus de quinze jours à la requête. Le délai de délivrance du certificat retarde incontestablement l'introduction de l'action. Le recours au Registre national permettrait l'introduction immédiate et certaine de l'action, pendant que se poursuit la demande du certificat *ad hoc* auprès de la commune visée.

— *La procédure d'appel :*

L'appel peut être introduit par voie de requête bilatérale. L'accès au Registre national permettra une vérification rapide du domicile des intimés, particulièrement lorsqu'il y a indivisibilité ou connexité.

— *La reprise d'instance (particulièrement les articles 815, 816, deuxième alinéa, et 818 du Code judiciaire) :*

L'accès au Registre national évitera certains retards en facilitant les vérifications de domicile.

— *L'action en réclamation d'une pension (article 338 nouveau du Code civil) :*

Compte tenu du caractère confidentiel conféré aux premiers débats, l'action est introduite par requête bilatérale. Il est indiqué que le demandeur puisse vérifier rapidement le domicile du défendeur. Le Registre national l'y aidera.

— *Les procédures en matière de preuve :*

a) Articles 877 et 878, 890, 903 du Code judiciaire relatifs à la production de documents détenus par des tiers : si un certificat suffit à établir le domicile du tiers, le recours au Registre national, une fois encore, abrège la recherche.

b) Article 915 et suivants du Code judiciaire : preuve par témoins.

Le domicile des témoins à entendre est évidemment un élément indispensable à leur convocation. Il arrive trop souvent que ce ne soit qu'à l'audience

meerdere van deze stappen brengt vooral op het vlak van de procedure onnodige kosten met zich mee; de optredende gerechtsdeurwaarder zal zich voor de betekening van de tussengekomen beschikking wenden tot het Rijksregister. Een hele procedure kan zo de aantrekkelijkheid van zijn doeltreffendheid verliezen.

— *De procedure inzake huur van goederen :*

De procedure wordt ingeleid bij verzoekschrift dat, op straffe van nietigheid, de vermelding van de woonplaats of verblijfplaats moet bevatten met een bewijs ter staving dat maximum 15 dagen vóór het verzoekschrift werd afgeleverd. De termijn van uitreiking van het verzoekschrift vertraagt ontegensprekelijk het instellen van de rechtsvordering. Indien men een beroep kon doen op het Rijksregister, zou dit toelaten de vordering onmiddellijk en zeker in te stellen, terwijl de aanvraag van het getuigenschrift *ad hoc* geschiedt bij de bedoelde gemeente.

— *De procedure van hoger beroep :*

Hoger beroep kan worden ingesteld bij een tweezijdig verzoekschrift. De toegang tot het Rijksregister zou een snelle verificatie toelaten van de woonplaats van de gedaagden in hoger beroep, vooral in geval van onsplitsbaarheid of samenhang.

— *De hervatting van het geding (vooral de artikelen 815, 816, tweede lid, en 818 van het Gerechtelijk Wetboek) :*

Toegang tot het Rijksregister zou sommige vertragen vermijden en maakt de verificatie van de woonplaats gemakkelijker.

— *De vordering tot uitkering van levensonderhoud (nieuw artikel 338 van het Burgerlijk Wetboek) :*

Rekening houdend met het vertrouwelijk karakter van de eerste debatten, wordt de vordering ingesteld door een tweezijdig verzoekschrift. Het is aangewezen dat de eiser snel de woonplaats van de verweerder kan controleren. Het Rijksregister zou hier een welgekomen hulp zijn.

— *De procedures inzake bewijs :*

a) Artikelen 877 en 878, 890, 903 van het Gerechtelijk Wetboek inzake het overleggen van stukken die derden onder zich hebben : indien een getuigenschrift zou volstaan om de woonplaats van derden te bewijzen, zou de toegang tot het Rijksregister nogmaals het onderzoek verkorten.

b) Artikel 915 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek : bewijs door getuigen.

De woonplaats van de te verhoren getuigen is natuurlijk een ontoontbeerlijk element voor een oproeping. Het gebeurt niet zelden dat men pas op de

où ils doivent être entendus que l'on s'aperçoit que la convocation ne leur est pas parvenue. Un certificat de domicile serait évidemment utile, mais le recours au Registre national est plus rapide, et sans doute moins onéreux.

Les exemples qui précèdent démontrent que l'administration d'une justice saine et rapide justifie que l'avocat ait accès aux informations, dont il est habilité à connaître « en vertu d'une loi ou d'un décret », sur les personnes physiques inscrites au Registre national.

*
**

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE

A l'article 5, alinéa premier, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, le mot « avocats » est inséré entre les mots « notaires » et « et huissiers de justice. »

zitting waar ze zullen worden verhoord, vaststelt dat hun oproeping niet is aangekomen. Een bewijs van woonplaats zou weliswaar nuttig zijn, maar het gebruik van het Rijksregister is sneller en zonder twijfel minder duur.

De bovengenoemde voorbeelden tonen aan dat voor een vlot en snelwerkend gerecht de advocaat toegang dient te hebben tot de informatie die hij « krachtens een wet of een decreet » gerechtigd is te kennen over natuurlijke personen ingeschreven in het Rijksregister.

Frederik ERDMAN.

*
**

VOORSTEL VAN WET

ENIG ARTIKEL

In artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, wordt tussen de woorden « notarissen » en « en gerechtsdeurwaarders » het woord « advocaten » ingevoegd.

Frederik ERDMAN.
Alex ARTS.
Jean BARZIN
Etienne CEREXHE.
Leo GOOVAERTS.
Jan LOONES.
Roger LALLEMAND.
Hugo VANDENBERGHE.